

Avis n° 04-793
de l'Autorité de régulation des télécommunications
en date du 30 septembre 2004
sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2004119 relative à la commercialisation
d'une nouvelle offre « 2048/256 kbit/s Pro »

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom relative à la décision tarifaire n° 2004119 reçue le 17 septembre 2004 complétée par le courrier de France Télécom à l'Autorité reçu le 27 septembre 2004 ;

Vu l'avis n° 03-1298 de l'Autorité en date du 9 décembre 2003 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2003144 et n° 2003145 relatives à l'évolution de la tarification des offres « Collecte IP/ADSL » et « Accès IP/ADSL » ;

Vu l'avis n° 04-373 de l'Autorité en date du 27 avril 2004 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2004062 relative à la commercialisation d'une nouvelle offre « 2048/128 kbit/s » dans la gamme « IP/ADSL » ;

Vu l'avis n° 04-615 de l'Autorité en date du 20 juillet 2004 sur les décisions tarifaires de France Télécom n° 2004098 et n° 2004099 relatives à l'évolution de la tarification des offres « Collecte IP/ADSL » et « Accès IP/ADSL » ;

Après en avoir délibéré le 30 septembre 2004,

Le présent avis porte sur une nouvelle offre « 2048/256 kbit/s Pro » dans la gamme « Accès IP/ADSL ».

L'offre « Accès IP/ADSL » consiste en la revente des accès ADSL fournis par France Télécom ; elle permet aux fournisseurs d'accès à Internet de commercialiser sous leur propre marque des offres comprenant l'accès ADSL et la fourniture du service Internet.

L'offre « IP/ADSL » se décline actuellement en quatre offres destinées au marché résidentiel, de débits 128 kbit/s, 512 kbit/s, 1024 kbit/s et 2048 kbit/s, et une offre destinée au marché professionnel de débit 1024 kbit/s. Une nouvelle offre à débit maximum disponible, destinée au marché résidentiel, est en cours d'homologation. Les offres professionnelles sont caractérisées par un débit ascendant de 256 kbit/s, alors que le débit ascendant des offres résidentielles est limité à 64kbit/s ou 128 kbit/s.

Les tarifs de l'offre « IP/ADSL » en vigueur sont les suivants :

Tarifs de l'accès :

Débit crête (kbit/s)	Tarif mensuel en fonction du nombre de lignes du répartiteur (€ HT/mois)	
	Nombre supérieur à 20 000	Nombre inférieur à 20 000
128	11,6	11,6
512	13	15,5
1024	13	18
2048	13	20
1024 Pro	35	45

Tarifs de la collecte :

National		Régional	
Classes de débit (Mbit/s)	Tarif mensuel du Mbit (€ HT)	Classes de débit (Mbit/s)	Tarif mensuel du Mbit (€ HT)
0 à 30	417	0 à 10	329
30 à 100	394	10 à 30	310
100 à 300	375	30 à 80	295
300 à 1 000	357	80 à 150	281
1 000 à 2 000	343	150 à 300	270
2 000 et plus	330	300 et plus	260

1. Description de la décision tarifaire n° 2004119

La tarification de l'offre « 2048/256 kbit/s Pro » dans la gamme « IP/ADSL » est la suivante :

- frais d'accès au service : 53 euros hors taxes ;
- prix mensuel d'abonnement :
 - o répartiteurs de plus de 20 000 lignes : 35 euros hors taxes ;
 - o répartiteurs de moins de 20 000 lignes : 45 euros hors taxes.

L'option « PING », qui permet de réduire le temps de latence entre le terminal de l'internaute et le serveur auquel il se connecte pour jouer en ligne, sera accessible pour cette offre.

Ainsi le tarif de cette offre d'accès est identique à celui de l'offre « 1024 Pro ».

2. Analyse de l'Autorité

- *Sur l'évolution du marché de détail entreprises*

Le contexte global du marché de l'accès haut débit ADSL pour le marché résidentiel a été rappelé par l'Autorité dans son avis n° 04-615 susvisé.

Le parc des PME (entreprises de 10 à 499 salariés) équipées avec l'ADSL a crû de 50% en décembre 2003 à 65 % à la mi 2004.

Parmi les fournisseurs d'accès à Internet présents sur ce marché des PME, Wanadoo avait un taux de pénétration d'environ 70 % en juin 2004, en croissance depuis décembre 2003. Le groupe France Télécom détenait à cette date près de 80 % du marché.

L'offre « IP/ADSL 2048 Pro » s'adressera aux fournisseurs d'accès à Internet pour leur permettre notamment de desservir les abonnés non dégroupés, ainsi qu'à des clients finals professionnels du groupe France Télécom. Le parc concerne entre 30 000 et 40 000 accès, dans un parc de clients professionnels estimé à 122 000 entreprises, soit environ 135 000 accès, parmi lesquels environ 100 000 accès utilisent l'offre Turbo DSL de France Télécom.

- *Sur l'évolution des services haut débit*

L'Autorité considère que le choix de France Télécom de commercialiser une offre d'accès « IP/ADSL » à un débit crête de 2048 kbit/s à destination de la clientèle professionnelle répond à l'accroissement de la demande en bande passante constaté sur l'ensemble des segments du marché.

La commercialisation d'une offre d'accès à un débit crête supérieur au même tarif que l'offre existante « IP/ADSL 1024 Pro » permettra aux fournisseurs d'accès à Internet de répondre aux besoins accrus de leurs clients en termes de transmission de données, et de leur proposer des offres plus riches, nécessitant une bande passante plus élevée. Elle se traduira par une migration des accès « 1024k Pro » vers les accès « 2048k Pro ». Il n'est pas exclu que ce débit soit utilisé pour le transport de la voix bien que des services plus appropriés, offrant la possibilité de prioriser un flux voix, semblent mieux adaptés pour ce type de services.

Cette montée en débit sans modification tarifaire suit le mouvement de montée en débit constaté par ailleurs sur le marché résidentiel de détail, consistant à offrir à l'abonné des débits croissants en conservant une stabilité tarifaire. A ce propos, l'Autorité avait souligné dans son avis n° 04-373 en date du 27 avril 2004, que, pour les répartiteurs de plus de 20 000 lignes, « ... *l'unicité des tarifs pour les accès 512 kbit/s, 1024 kbit/s et 2048 kbit/s, qui reflète l'indépendance des coûts de production par rapport aux débits, est un facteur de dynamisation du marché, dans la mesure où elle incitera les fournisseurs d'accès à Internet à proposer à leurs clients, à des prix attractifs, des offres d'accès et de service Internet à des débits plus élevés.* ». Cette remarque vaut pour les services « 1024 Pro » et « 2048 Pro ».

- *Sur l'effet du dispositif sur les opérateurs et fournisseurs d'accès à Internet*

France Télécom a informé l'Autorité de la commercialisation dans son offre « ADSL Connect ATM » d'une option équivalente à « IP/ADSL Pro », ce qui permettra aux opérateurs alternatifs qui utilisent ce mode d'accès de proposer une offre comparable à leurs clients fournisseurs d'accès à Internet.

Les tarifs proposés pour l'offre d'accès « IP/ADSL 2048 Pro », identiques à ceux de l'offre « IP/ADSL 1024 Pro », sont de 35 et 45 euros HT. Ces tarifs sont nettement supérieurs aux coûts du dégroupage que l'Autorité a été amenée à évaluer dans son avis n° 03-1298 en date du 9 décembre 2003. Dans ces conditions, il apparaît que le niveau de l'offre d'accès « IP/ADSL 2048 Pro » proposé dans la présente décision tarifaire ne génère pas de ciseau tarifaire avec les tarifs du dégroupage.

3. Conclusion

Dans ces conditions, l'Autorité émet un avis favorable sur la décision tarifaire n° 2004119 de France Télécom, sous réserve :

- qu'elle entre en vigueur le 31 octobre 2004 ;
- que France Télécom introduise dans son offre « ADSL Connect ATM » une option d'accès similaire à celle de l'offre « IP/ADSL 2048 Pro »; dans le même délai et à des tarifs équivalents, c'est-à-dire :
 - introduction de l'accès « ADSL Connect 2048 Pro » dans l'offre d'accès différencié de « ADSL Connect ATM », au tarif mensuel de 35 euros HT pour les répartiteurs de plus de 20 000 lignes et de 45 euros HT pour les répartiteurs de moins de 20 000 lignes ;
 - introduction de l'accès « ADSL Connect 2048 Pro » dans l'offre actuelle d'accès générique de « ADSL Connect ATM », c'est-à-dire au tarif mensuel de 12,2 euros HT pour les répartiteurs de plus de 20 000 lignes et de 15,5 euros HT pour les répartiteurs de moins de 20 000 lignes.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 septembre 2004

Le Président

Paul Champsaur